

paritaire, qui en donnera communication aux organisations représentées au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des briques de la province d'Anvers, avant le 15 janvier 1987.

Art. 9. Si les vacances sont fixées collectivement en deux ou trois périodes l'employeur est tenu de faire parvenir pour le 1er juin 1987 au plus tard, la liste nominative définitive des ouvriers et ouvrières pour chaque période de vacances, au Président de la Sous-commission paritaire de l'industrie des briques de la province d'Anvers, qui en donnera communication pour le 15 juin 1987 au plus tard, aux organisations visées à l'article 8.

Art. 10. La présente décision est d'application pour les vacances à prendre en 1987.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 2 mars 1987.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

#### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 87 — 633

12 MARS 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 mars 1986 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture

BAUDOIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiée par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 31 juillet 1981 et 3 août 1981;

Vu l'arrêté royal du 3 mars 1986 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 18 février 1987;

Vu l'urgence;

Considérant que, afin d'assurer la continuité du fonctionnement du Fonds d'Investissement agricole, des mesures doivent être prises sans retard limitant les charges budgétaires qui résultent de la politique d'aides à l'achat de matériel, de terres et de bâtiments;

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. L'article 18 de l'arrêté royal du 3 mars 1986 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. L'agriculteur ou l'horticulteur qui ne peut prétendre au régime d'encouragement prévu au chapitre II, peut bénéficier des aides nationales suivantes :

1<sup>o</sup> les aides sous forme de subvention-intérêt prévues par la loi précitée du 15 février 1961; cette subvention est de 3 p.c. et ne peut avoir pour effet de réduire le taux restant à charge du bénéficiaire à moins de 5 p.c. l'an; elle peut porter au maximum sur un montant de 60 000 Ecus par UTH et 120 000 Ecus par exploitation.

La subvention-intérêt est portée à 5 p.c. lorsque l'investissement vise la réalisation d'économies d'énergie.

La valeur de la subvention ne peut en aucun cas dépasser 35 p.c. du montant de l'investissement subsidiable pour les biens immeubles et 20 p.c. pour les autres types d'investissement.

2<sup>o</sup> la garantie prévue par la même loi.

Le Ministre de l'Agriculture fixe les conditions, la durée de la subvention-intérêt, la durée de la garantie et éventuellement les minima et maxima d'investissement à prendre en considération. Il

mededeling doet aan de organisaties vertegenwoordigd in het Partair Subcomité voor de steenbakkerij van de provincie Antwerpen, vóór 15 januari 1987.

Art. 9. In geval van vaststelling van collectief verlof in twee of drie beurten, dient de werkgever de definitieve naamlijst van de werklieden en werksters voor elke verlofbeurt over te maken uiterlijk op 1 juni 1987 aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de steenbakkerij van de provincie Antwerpen, die hiervan mededeling doet aan de in artikel 8 voornoemde organisaties, uiterlijk op 15 juni 1987.

Art. 10. Deze beslissing is van toepassing voor de vakantie te nemen in 1987.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1987.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

#### MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 87 — 633

12 MAART 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 maart 1986 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 31 juli 1981 en 3 augustus 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 maart 1986 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 18 februari 1987;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, ten einde de continuïteit van de werking van het Landbouwinvesteringsfonds te verzekeren, onverwijld maatregelen moeten genomen worden om de budgettaire lasten voortvloeiend uit het steunbeleid bij aankoop van materieel, grond en gebouwen te verminderen;

Op voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 18 van het koninklijk besluit van 3 maart 1986 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. De landbouwer of tuinder die geen aanspraak kan maken op het bij het hoofdstuk II bepaalde stelsel van aanmoediging kan genieten van volgende nationale steunverlening :

1<sup>o</sup> de steun onder de vorm van rentetoeslag voorzien bij de voormelde wet van 15 februari 1961; deze toeslag bedraagt 3 pct. en mag niet tot gevolg hebben dat de rente welke ten laste van de begunstigde blijft, minder dan 5 pct. per jaar bedraagt; ze mag ten hoogste op een bedrag van 60 000 Ecu per VAK en 120 000 Ecu per bedrijf betrekking hebben.

De rentetoeslag wordt op 5 pct. gebracht wanneer de investering het verwezenlijken van energiebesparingen beoogt.

De waarde van de toeslag mag in geen enkel geval 35 pct. van de betoelaagbare investeringen in onroerend goed en 20 pct. van de overige investeringen overschrijden.

2<sup>o</sup> de bij dezelfde wet voorziene waarborg.

De Minister van Landbouw stelt de voorwaarden, de duur van de rentetoeslag, de duur van de waarborg en eventueel de in aanmerking te nemen minimum- en maximuminvesteringen vast. Hij stelt

détermine les cas et la mesure dans lesquels l'équivalent de l'aide peut être accordé en tout ou en partie sous la forme d'amortissements différés.

Il peut être exigé de l'agriculteur ou de l'horticulteur qu'il tienne une comptabilité conformément aux dispositions arrêtées par le Ministre de l'Agriculture.

Le budget à établir doit démontrer que l'investissement envisagé sera rentable.

Pour l'achat de bovins d'engraissement, les aides ne sont accordées que pour la reconversion vers la production de viande.

Aucune aide n'est accordée à l'achat de cheptel vif porcin et avicole ni à celui de veaux de boucherie.

L'aide prévue sous 1° ne peut être accordée dans le secteur de la production laitière lorsque l'investissement a pour effet un accroissement de cette production.

Pour les investissements dans le secteur laitier, qui n'entraînent pas d'augmentation de la production, l'aide prévue sous 1° est limitée à la fraction de l'investissement qui a trait au maximum de 40 vaches/UTH et 60 par exploitation.

Pour les investissements dans le secteur du porc, qui n'entraînent pas d'augmentation de la production, l'aide prévue sous 1° est limitée à la fraction de l'investissement ne dépassant pas 1 000 places pour porc par exploitation.

Les dispositions de l'article 7, quatrième et septième alinéa, sont d'application.

Toutefois, les aides reprises sous 1° et 2° peuvent être accordées :

— pour des investissements dans le secteur des œufs et volaille qui sont rendus nécessaires par des obligations ou contraintes imposées par des instances publiques en vue de la protection et l'amélioration de l'environnement, à condition que ces investissements n'entraînent pas une augmentation de la production;

— pour des investissements dans le secteur de la production palmipède destinés à la production de foie gras. »

**Art. 2.** L'intitulé du chapitre V du même arrêté, est remplacé comme suit :

« Mesures nationales en faveur de la lutte contre les maladies infectieuses du bétail. »

**Art. 3.** L'article 20 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. L'agriculteur ou l'horticulteur peut bénéficier des mesures prévues dans ce chapitre pour l'achat d'animaux suite à l'épuration d'une maladie infectieuse. »

**Art. 4.** Dans le même arrêté royal il est inséré un article 30 bis rédigé comme suit :

« Art. 30 bis. L'agriculteur ou l'horticulteur qui désire bénéficier des aides prévues doit s'engager à ne pas solliciter ou avoir sollicité d'autres aides, sous forme de subvention-intérêt, subsides ou prime quelconque pour les investissements visés aux chapitres II et IV du présent arrêté qui aurait comme effet un dépassement du niveau des aides fixées aux articles 4.2 et 8.2 du Règlement (C.E.E.) n° 797/85 du Conseil du 12 mars 1985 concernant l'amélioration de l'efficacité des structures de l'agriculture. »

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 6 juin 1986.

**Art. 6.** Notre Ministre des Relations extérieures et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,  
L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,  
P. DE KEERSMAEKER

de gevallen vast waarvoor en de mate waarin het equivalent van de steun geheel of gedeeltelijk onder de vorm van uitgestelde aflossingen mag toegekend worden.

Van de landbouwer of tuinder mag geëist worden dat hij een boekhouding houdt, overeenkomstig de door de Minister van Landbouw vastgestelde bepalingen.

Uit de op te maken begroting moet blijken dat de beoogde investeringsrendabel zal zijn.

Voor de aankoop van de mestrunderen wordt slechts steun verleend bij omschakeling naar vleesproductie.

Voor de aankoop van levende varkens, levend pluimvee en mestkalveren, wordt geen enkele steun verleend.

De onder 1° bedoelde steun kan niet worden verleend voor de investeringen in de sector van de melkproductie die een verhoging van de produktie voor gevolg hebben.

Voor de investeringen in de sector van de melkproductie die geen verhoging van de produktie voor gevolg hebben, wordt de onder 1° bedoelde steun beperkt tot het gedeelte van de investering dat betrekking heeft op ten hoogste 40 melkkoeien per VAK en 60 per bedrijf.

Voor de investeringen in de sector varkenshouderij die geen verhoging van de produktie voor gevolg hebben, wordt de onder 1° bedoelde steun beperkt tot het gedeelte van de investering dat 1 000 varkensplaatsen niet overschrijdt.

De bepalingen van artikel 7, 4e tot 7e lid, zijn van toepassing.

De onder 1° en 2° bedoelde steun kan echter worden verleend voor :

— investeringen in de sector eieren en pluimvee, die noodzakelijk zijn ten gevolge van door de overheid opgelegde verplichtingen en beperkingen in het kader van de bescherming en de verbetering van het milieu, mits deze investeringen niet tot een verhoging van de produktie leiden;

— investeringen in de sector ganzen en eenden die voor de produktie van vette lever (foie gras) zijn bestemd. »

**Art. 2.** Het opschrift van hoofdstuk V van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« Nationale maatregelen ten gunste van de strijd tegen de besmettelijke veenziekten. »

**Art. 3.** Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 20. De landbouwer of tuinder kan van de bij dit hoofdstuk bepaalde maatregelen genieten voor de aankoop van dieren na uitzuivering ten gevolge van een besmettelijke ziekte. »

**Art. 4.** In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 30 bis ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 30 bis. De landbouwer of tuinder die wenst te genieten van de voorziene steun dient zich ertoe te verbinden geen andere steun aan te vragen of aangevraagd te hebben, onder de vorm van rentetoeelage, toelage of premie van welke aard ook, voor de investeringen beoogd bij hoofdstukken II en IV van dit besluit, die voor gevolg zou hebben dat het niveau van de steun bepaald bij artikelen 4.2 en 8.2 van Verordening (E.E.G.) nr. 797/85 van de Raad van 12 maart 1985 betreffende de verbetering van de doeltreffendheid van de landbouwstructuur zou overschreden worden. »

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 6 juni 1986.

**Art. 6.** Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,  
L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Landbouw,  
P. DE KEERSMAEKER